Rapport annuel 1982

Société de développement industriel

Édition réalisée
à la Direction de l'édition,
Direction générale des publications
gouvernementales
Ministère des Communications

Dépôt légal — 3e trimestre 1982
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN 2-550-02658-6

© Éditeur officiel du Québec

Rapport annuel 1982

Société de développement industriel

Éditeur officiel
Québec

Québec, le 15 juillet 1982
Monsieur Rodrigue Biron
Ministre de l'Industrie, du Commerce
et du Tourisme

Monsieur le Ministre,

Conformément aux dispositions de la loi sur la Société de développement industriel, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1982.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma très haute considération.

Le président et directeur général,
François Lebrun

Table des matières

La Société 1

Le conseil d'administration 2

La direction 3

Le rapport de la direction 4

La structure interne de la Société 7

Les états financiers 8

Les statistiques 21

La Société

La Société de développement industriel du Québec est un organisme gouvernemental créé en 1971 par la loi de l'aide au développement industriel. Depuis cette date, cette loi a été modifiée à quelques reprises, notamment lors de l'adoption en juin 1982, du projet de loi no. 75; ce dernier avait pour but d'élargir le champ d'action de la Société qui pourra dorénavant oeuvrer non seulement dans les secteurs manufacturier et touristique mais également dans le tertiaire moteur.

Ce mandat élargi de la Société lui permettra de favoriser davantage le développement économique du Québec en lui confiant des moyens d'actions plus nombreux, conformément au Programme d'action économique du gouvernement publié il y a quelque temps sous le titre «Le Virage technologique».

Dans cette perspective, la Société pourra accorder une aide financière à une entreprise pour:

a) favoriser des investissements au Québec, en vue de l'implantation, de l'expansion ou de la modernisation de cette entreprise;

b) favoriser des activités de recherche et d'innovation au Québec;

c) favoriser le développement des activités du secteur tertiaire moteur;

d) favoriser l'exportation de biens ou de services à l'extérieur du Québec;

e) favoriser les activités touristiques au Québec;

f) favoriser la réalisation de toute activité définie dans un programme que le gouvernement établit par règlement.

Par ailleurs, la Société peut offrir aux entreprises du financement complémentaire à celui des institutions financières.

L'aide accordée par la Société au titre du développement et du financement peut prendre la forme:

- d'un prêt ou d'une garantie de prêt;
- d'une subvention;
- d'une prise en charge d'une partie ou de la totalité des intérêts sur les emprunts d'une entreprise;
- d'une exemption partielle du remboursement d'un prêt fait par la Société;
- d'une acquisition d'actions d'une entreprise pourvu que la Société n'en détienne en aucun temps la majorité;
- d'une forme d'aide définie par règlement.

Les fonds requis par la Société pour administrer les programmes proviennent de trois sources:

- l'avoir du gouvernement 47,4 M$ dont 32,9 M$ sous forme de dotation;
- les crédits budgétaires votés annuellement par l'Assemblée nationale pour les fins de fonctionnement de la Société et des subventions qu'elle accorde; en 1981-82, ces crédits se chiffraient à 55,8 M$ dont 44,9 M$ à être versés sous forme de subventions;
- les emprunts contractés par la Société qui en date du 15 juillet 1982 totalisaient 74 millions.

Le conseil d'administration

*François Lebrun
Président et directeur général
Société de développement industriel
du Québec

Michel Archambault
Sous-ministre adjoint au Tourisme
Ministère de l'Industrie, du Commerce
et du Tourisme
Montréal

Michel Audet
Sous-ministre associé
Ministère de l'Industrie, du Commerce
et du Tourisme
Québec

Jacques Baril
Président
Gestion Telcobec Inc.
Cap-de-la-Madeleine

Jacques Beaulieu
Directeur de la mise
en marché
Somesco Inc.

*Gilbert Bossé
Directeur
La Laurentienne Compagnie
Mutuelle d'Assurance
Val d'Or

Yvon Dolbec
Président
Dolbec Y Logistique International Inc.
Québec

Jean-Paul Hétu
Président
Centrale des Syndicats
Démocratiques
Montréal

Pierre Leblanc
Dessureault, Leblanc, Lefebvre
Trois-Rivières

Léo-Jacques Marquis
Sous-ministre adjoint
Ministère de l'Agriculture,
des Pêcheries et de l'Alimentation
Québec

Jean-Guy Parent
Maire
Ville de Boucherville

*Jean-H. Picard
Président
Satexil Inc.
Montréal

**Lucien Saulnier
Président
Régie des Installations Olympiques
Montréal

*Membres du Comité exécutif
**Vice-président et membre du Comité exécutif

La direction *

Direction générale

François Lebrun
Président et directeur général

Yvon Marcil
Directeur général adjoint et
Vice-président aux opérations

Jacques Daignault
Vice-président aux exportations

James Donovan
Vice-président aux
Services professionnels et administratifs

Renée Méthot
Secrétaire

Directions régionales

Pierre Courtemanche
Directeur Montréal nord

Pierre Darche
Directeur Montréal centre
Directeur (intérim) Montréal sud

Jean-Claude Lafleur
Directeur Québec nord
Directeur (intérim) Québec sud

S.D.I. — Exportations

Michel Chaput
Directeur
Aide à la formation de consortium

Oleg Revenko
Directeur
Aide aux entreprises

Services professionnels et administratifs

Gaston Carrière
Directeur
Finances

Martin Houde
Directeur
Personnel et gestion interne

Jean Meguerditchian
Directeur
Économique

Claude Meunier
Directeur
Assistance technique

Jean Racicot
Directeur
Communications

Jean-Claude Tremblay
Directeur
Juridique

* en date du 15 juillet 1982

Le rapport de la direction

L'exercice 1981-82 fut une année de transition pour la S.D.I.; elle fut caractérisée par un examen en profondeur de son rôle et de ses orientations ainsi que par une réorganisation administrative majeure. Par ailleurs, les programmes d'aide ont été administrés par la Société dans un contexte économique particulièrement difficile et à cet égard, un programme spécial a été mis au point à l'intention des P.M.E. manufacturières.

Examen du rôle et des orientations de la S.D.I.

La Société a connu au cours de sa première décennie un élargissement considérable de son mandat, une multiplication de ses objectifs et une croissance exceptionnelle de ses engagements et de ses déboursés. Il y avait donc lieu, cette année, de faire le point afin de s'assurer que les moyens d'action dont dispose la Société répondent toujours aux besoins des clientèles, soient complémentaires à l'action des institutions financières, ne fassent pas double emploi avec d'autres programmes gouvernementaux et enfin s'inscrivent dans le cadre des nouvelles priorités économiques du gouvernement.

Cet examen a permis de dégager de nouvelles orientations qui se traduisent par un mandat élargi et de nouveaux champs d'activités pour la Société tel que mentionné précédemment.

Réorganisation administrative

En 1981-82, la Société a apporté des changements majeurs à sa structure administrative; ces modifications visaient à assurer plus d'efficacité et de cohérence à l'action de la Société.

Dans cette perspective, la S.D.I. comprend désormais trois directions générales: les services professionnels et administratifs, les opérations et la S.D.I.-Exportations. Plusieurs nouveaux postes ont ainsi été créés dont la plupart ont déjà été comblés et à cet égard, il y a lieu de souligner les nominations suivantes au niveau des cadres supérieurs de la Société: monsieur Yvon Marcil directeur général adjoint et vice-président aux opérations, monsieur James Donovan, vice-président aux services professionnels et administratifs, monsieur Jacques Daignault, vice-président aux exportations et Me Renée Méthot, secrétaire de la Société.

Quelques chiffres significatifs

En 1981-82, la Société a été autorisée à intervenir sous forme d'aide financière à l'égard de 688 projets industriels pour des engagements budgétaires et financiers de 130,5 M$. Ces engagements se répartissent comme suit: 63 prêts ont été autorisés pour un montant de 12 M$, 654 subventions pour un montant de 107,1 M$, 7 participations au capital-actions d'entreprises pour un montant de 4 M$ et 9 garanties de prêts pour un montant de 7,4 M$.

Les résultats de l'exercice 1981-82, comparés à ceux de 1980-81, démontrent un accroissement de 6,5% du nombre des aides financières autorisées et une diminution de 22,7% du montant total des autorisations.

Cette diminution s'explique en majeure partie par le nombre plus restreint de grands projets d'investissement dû à une conjoncture économique difficile. Cette baisse découle également des modifications apportées à la programmation pour que les aides de la S.D.I. soient davantage sélectives et incitatives, compte tenu des ressources budgétaires disponibles.

Par ailleurs, l'augmentation de 6,5% du nombre d'aides autorisées s'explique par le nombre accru de demandes au titre du programme d'aide aux entreprises dynamiques et du programme d'aide aux entreprises touristiques.

Les retombées économiques

À titre indicatif, sur 571 dossiers traités par le Service d'assistance technique en 1981-82, il a été estimé que les entreprises clientes effectueront des achats en biens et services pour un montant de l'ordre de 2,8 milliards de dollars dont 45% (1,3 milliard) auprès de fabricants québécois suite aux conditions attachées au versement de nos aides.

Cette action permet non seulement de créer une plus-value d'achat au Québec mais aussi favorise une croissance parallèle des fournisseurs québécois à celle de nos clients; enfin elle contribue à l'implantation d'habitudes permanentes d'achat au Québec.

Les résultats financiers

En ce qui a trait aux résultats financiers de la dernière année, la S.D.I. affiche, pour une première fois, une perte d'opération s'établissant à 4,2 M$. Cette perte est due essentiellement à la conjoncture économique particulièrement défavorable dans le secteur manufacturier au cours de la dernière année; cette situation a causé des difficultés financières majeures dans un nombre croissant d'entreprises à qui la S.D.I. avait consenti des prêts ou des participations au capital. Ayant un rôle de prêteur de dernier recours et l'aide de la S.D.I. étant complémentaire à celle des autres institutions financières, la Société est appelée à prendre des risques plus importants et, en période économique difficile comme celle que nous traversons, il est inévitable que les résultats financiers soient durement affectés. Ainsi, la provision pour pertes a dû être portée de 16,4 M$ à 25,3 M$.

Conseil d'administration

Le conseil d'administration a joué un rôle particulièrement actif en tenant 16 réunions cette année; en plus d'avoir été saisi des dossiers qui relèvent habituellement de sa compétence, le conseil a discuté à plusieurs occasions des nouvelles orientations de la Société; à cet égard, un comité s'est penché de façon particulière sur la question des exportations. D'autre part, la direction a fait appel à des membres du conseil pour représenter la Société au sein de conseils d'administration d'entreprises bénéficiaires d'une aide financière de la S.D.I. ou pour agir à titre de personnes-ressources dans des dossiers particuliers.

Par ailleurs, les mandats d'un certain nombre de membres se sont terminés durant l'année. Nous remercions messieurs Florian Bonnier, Rosaire Morin et Michel Roy pour leur précieuse collaboration pendant de nombreuses années. Enfin, nous avons accueilli messieurs Michel Archambault, Jean-Paul Hétu et Jean-Guy Parent qui ont été nommés membres du conseil durant l'année.

La direction remercie le conseil d'administration de sa collaboration. Ces remerciements s'adressent également à M. Michel Cloutier qui a assumé le secrétariat du conseil d'administration pendant l'année.

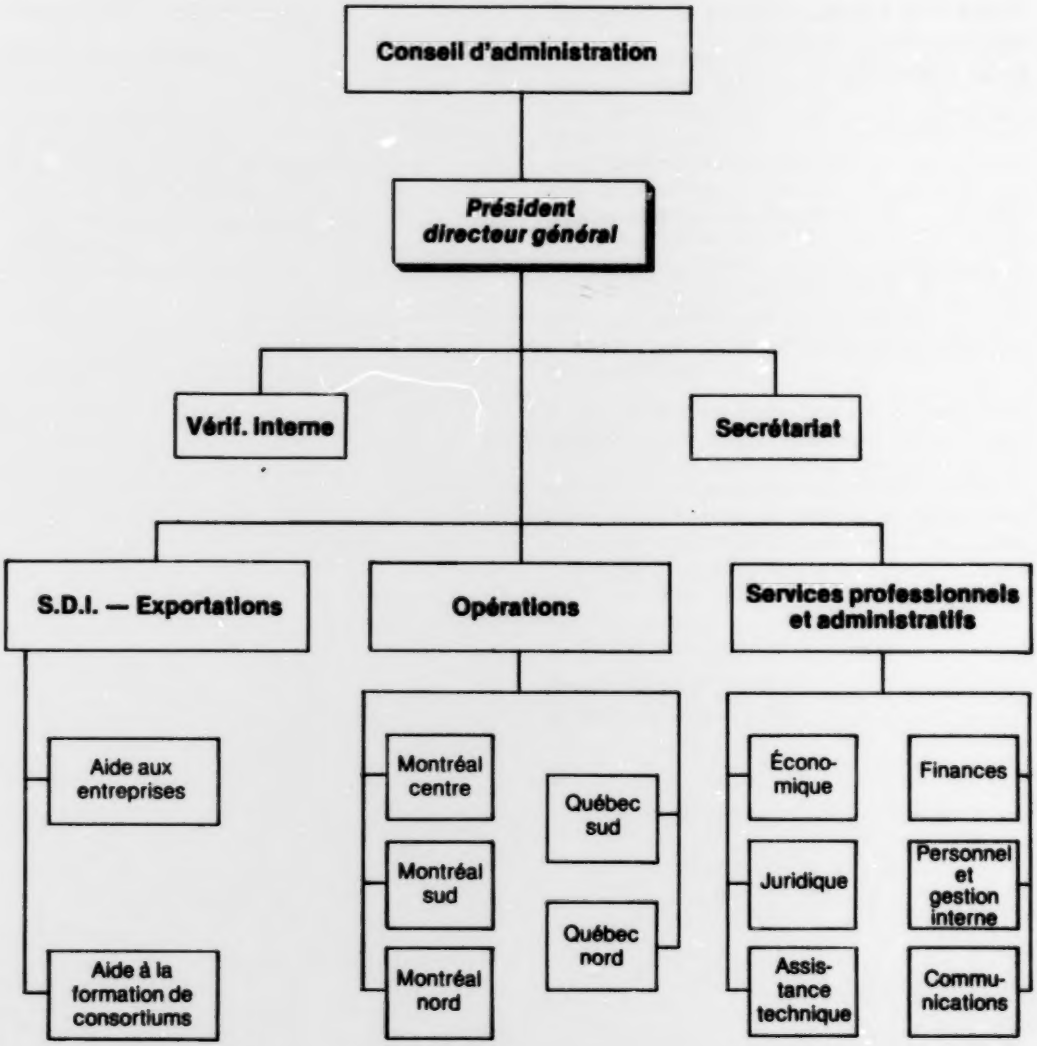
Personnel

Au cours de l'année, en plus de se consacrer à ses tâches habituelles, le personnel a contribué à la réflexion sur les nouvelles orientations de la Société ainsi qu'au réexamen des programmes qu'elle administre.

Par ailleurs, suite à la réorganisation administrative mentionnée ci-haut, de nombreux changements sont intervenus au sein du personnel qui compte présentement 150 employés.

La direction remercie vivement l'ensemble du personnel de sa contribution significative au bon fonctionnement de la Société.

La structure interne de la Société



Les états financiers

États financiers de l'exercice terminé le 31 mars 1982

Table des matières

Rapport du vérificateur

États financiers

Bilan
Fonds de réserve
Revenus et dépenses
Évolution de la situation financière
Provision pour pertes sur prêts et participation au capital-actions d'entreprises
Notes complémentaires

Rapport du vérificateur

J'ai vérifié le bilan de la Société de développement industriel du Québec au 31 mars 1982 ainsi que l'état des revenus et dépenses, l'état du fonds de réserve, l'état de l'évolution de la situation financière et l'état de la provision pour pertes sur prêts et participation au capital-actions d'entreprises de l'exercice terminé à cette date. Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues et a comporté par conséquent les sondages et autres procédés que j'ai jugés nécessaires dans les circonstances.

À mon avis, ces états financiers présentent fidèlement la situation financière de la Société au 31 mars 1982 ainsi que les résultats de ses opérations et l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date, selon les conventions comptables énoncées à la note 2, appliquées de la même manière qu'au cours de l'exercice précédent.

Le Vérificateur général du Québec

Rhéal Chatelain, f.c.a.
Québec, le 10 juin 1982

Société de développement industriel du Québec
(L.R.Q., c. A-13 et modifications)
Bilan
Au 31 mars 1982

Actif	1982	1981
	$	$
Encaisse et dépôts à terme	9 590 368	8 581 482
Contributions à recevoir du gouvernement du Québec	3 398 062	3 096 112
Intérêts échus et courus	2 002 753	1 953 173
Débiteurs	19 319	15 119
	15 010 502	13 645 886
Prêts	88 832 486	98 921 466
Participation au capital-actions d'entreprises	10 276 261	22 712 157
Créance à recevoir garantie (note 3)	10 650 000	—
Frais d'émission d'obligations — coût non amorti	148 239	90 000
	124 917 488	**135 369 509**

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Pour le conseil d'administration

_____

_____

Passif

	1982	1981
	$	$
Réclamations à payer à des entreprises pour la prise en charge d'une partie du coût de leurs emprunts	1 775 897	5 991 966
Intérêts échus et courus sur dette à long terme	1 494 093	3 054 146
Créditeurs et frais courus	236 719	863 786
	3 506 709	9 909 898
Dette à long terme (note 4)	74 000 000	73 800 000
	77 506 709	83 709 898
Avoir du gouvernement du Québec		
Dotation du gouvernement du Québec (note 5)	32 944 115	32 944 115
Don du gouvernement du Québec d'une participation au capital-actions d'une entreprise	445 000	445 000
Fonds de réserve	14 021 664	18 270 496
	47 410 779	51 659 611
	124 917 488	**135 369 509**

Société de développement industriel du Québec
Fonds de réserve
de l'exercice terminé le 31 mars 1982

	1982	1981
	$	$
Solde au début	18 270 496	17 781 273
Perte nette (revenu net)	4 248 832	(489 223)
Solde à la fin	**14 021 664**	**18 270 496**

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Société de développement industriel du Québec
Revenus et dépenses
de l'exercice terminé le 31 mars 1982

	1982	1981
	$	$
Revenus		
Revenus sur prêts:		
Intérêts des emprunteurs	12 414 183	11 946 481
Compensation du gouvernement du Québec à l'égard de prêts consentis à des taux inférieurs à celui du marché	352 816	573 333
	12 766 999	12 519 814
Contributions du gouvernement du Québec à différentes formes d'aide (note 6)	45 149 900	36 815 936
Participation au capital-actions d'entreprises:		
Profit sur dispositions	1 984 049	450 508
Dividende	156 349	102 000
	2 140 398	552 508
Honoraires de garantie	95 237	55 454
Intérêts sur dépôts bancaires	1 635 108	1 171 126
Autres revenus	13 728	232 684
	1 744 073	1 459 264
	61 801 370	51 347 522
Dépenses		
Traitements et autres rémunérations	4 418 215	3 860 888
Autres dépenses d'administration	681 656	650 336
	5 099 871	4 511 224
Frais assumés par le gouvernement du Québec	5 024 623	4 426 306
Frais assumés par la Société	75 248	84 918
Prise en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises	44 877 206	36 664 436
Exonérations de remboursement de prêts accordées à des entreprises	260 000	82 500
Exécutions de garanties de remboursement d'emprunt	70 231	369 000
Intérêts sur dette à long terme (note 7)	8 786 486	8 052 816
Provision pour pertes sur prêts et participation au capital-actions d'entreprises	11 981 031	5 604 629
	66 050 202	50 858 299
Perte nette (revenu net)	**4 248 832**	**(489 223)**

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Société de développement industriel du Québec
Évolution de la situation financière
de l'exercice terminé le 31 mars 1982

	1982	1981
	$	$
Provenance des fonds		
(Perte nette) revenu net	(4 248 832)	489 223
Provision pour pertes sur prêts et participation au capital-actions d'entreprises	11 981 031	5 604 629
Amortissement des frais d'émission d'obligations	27 060	10 000
Fonds provenant des opérations	7 759 259	6 103 852
Dette à long terme	24 000 000	73 800 000
Remboursements de prêts		
Emprunteurs	17 357 249	15 997 366
Exonérations de remboursement de prêts accordées à des entreprises	260 000	82 500
Produit de la réalisation des garanties détenues sur les prêts en défaut	2 256 329	3 208 288
Dispositions de participation au capital-actions d'entreprises	871 002	1 440 195
Prêts convertis en participation au capital-actions d'entreprises	660 000	291 000
Participation au capital-actions d'entreprises convertie en créance à recevoir garantie	10 650 000	—
Recouvrement sur un prêt radié	1 000	768
	63 814 839	100 923 969
Utilisation des fonds		
Déboursés sur prêts consentis	12 967 189	25 259 948
Participation au capital-actions d'entreprises	4 765 100	2 337 600
Dette à long terme	23 800 000	73 800 000
Participation au capital-actions d'entreprises acquise par conversion de prêts et d'intérêts	1 457 428	1 243 212
Créance à recevoir garantie acquise par conversion d'une participation au capital-actions d'entreprises	10 650 000	—
Intérêts imputés aux prêts en défaut et frais encourus pour la protection des garanties sur ces prêts	2 322 018	1 172 442
Frais d'émission d'obligations	85 299	100 000
	56 047 034	103 913 202
Augmentation (diminution) du fonds de roulement	7 767 805	(2 989 233)
Fonds de roulement au début	3 735 988	6 725 221
Fonds de roulement à la fin	**11 503 793**	**3 735 988**

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Société de développement industriel du Québec
Provision pour pertes
sur prêts et participation au capital-actions d'entreprises
de l'exercice terminé le 31 mars 1982

	1982	1981
	$	$
Solde au début	16 430 792	12 442 100
Radiations de l'exercice:		
Prêts	2 456 336	1 616 705
Participation au capital-actions d'entreprises	666 012	
	3 122 348	1 616 705
	13 308 444	10 825 395
Recouvrement d'un prêt radié	1 000	768
	13 309 444	10 826 163
Provision de l'exercice:		
Prêts	4 843 609	5 324 579
Participation au capital-actions d'entreprises	7 137 422	280 050
	11 981 031	5 604 629
Solde à la fin	**25 290 475**	**16 430 792**
La provision pour pertes est déduite des postes du bilan comme suit:		
*Prêts	17 735 513	15 347 240
Participation au capital-actions d'entreprises	7 554 962	1 083 552
	25 290 475	**16 430 792**

* Le montant des prêts sur lesquels la Société est à exercer ses garanties s'élève au 31 mars 1982 à 18 740 909$ (31 mars 1981: 13 850 033$) et la provision pour pertes y afférente est de 11 026 063$ (31 mars 1981: 10 087 053$).

Les notes afférentes aux états financiers en font partie intégrante.

Société de développement industriel du Québec
Notes complémentaires

1. Constitution et objet

La Société de développement industriel du Québec (S.D.I.), corporation au sens du Code civil constituée par une loi spéciale, a pour objet d'administrer des programmes d'aide financière dans le but d'accélérer le développement économique du Québec, notamment en favorisant le développement des entreprises à technologie moderne et dynamiques, la croissance des exportations et les activités de recherche et d'innovation; la Société doit s'assurer que l'aide accordée engendre des retombées significatives au Québec, notamment en matière de création d'emplois.

La Société est une entreprise à but non lucratif dont la vocation est d'administrer des programmes d'aide financière du gouvernement pour stimuler le développement économique et industriel du Québec.

2. Conventions comptables

Les états financiers de la Société sont présentés selon la méthode de la comptabilité d'exercice, compte tenu des conventions comptables suivantes:

Participation au capital-actions d'entreprises.

L'aide financière accordée par la Société sous forme d'acquisition d'actions est présentée au bilan à la rubrique «Participation au capital-actions d'entreprises». Dans la mesure où la Société estime ne pouvoir recouvrer l'aide accordée sous cette forme à une entreprise, la perte anticipée est, tout comme dans le cas de l'aide accordée sous forme de prêts, inscrite à la provision pour pertes et imputée aux dépenses.

Provision pour pertes sur les prêts et participation au capital-actions d'entreprises.

La provision pour pertes sur les prêts est établie en évaluant pour chaque compte présentant des difficultés majeures de perception la perte anticipée et pour les autres, en appliquant un taux estimatif pour couvrir les pertes éventuelles. Pour les participations au capital-actions d'entreprises, la provision est établie par évaluation de chacun des comptes.

Les pertes résultant de programmes d'aide financière confiés à la Société en vertu d'autres lois sont assumées par le gouvernement du Québec; par conséquent, aucune provision pour pertes n'est pourvue à leur égard.

Prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises.

Les frais relatifs aux prises en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises qui, au 31 mars, ont produit leur réclamation et satisfait à toutes les conditions posées par la Société, sont imputés aux opérations et la contribution correspondante du gouvernement du Québec est considérée acquise à la Société.

Frais d'émission d'obligations.

Les frais d'émission d'obligations sont amortis selon la méthode linéaire sur la durée de la dette.

Frais d'administration assumés par le gouvernement du Québec.

Les frais d'administration de la Société assumés par le gouvernement du Québec sont payés à même les deniers accordés à cette fin par l'Assemblée nationale.

Les coût des avantages sociaux accordés aux employés de la Société et celui de services de soutien tels que service téléphonique, allocation d'espaces, etc., défrayés à même

les crédits des différents ministères concernés, ne sont pas rapportés à l'état des revenus et dépenses.

3. Créance à recevoir garantie

Cette créance garantie provient de conventions de vente et de paiement intervenues le 21 juillet 1981 avec l'actionnaire principal d'une entreprise industrielle dans laquelle la Société détenait une participation de 40% du capital-actions.

Nonobstant les clauses des conventions qui stipulent que la disposition de la participation au capital-actions de cette entreprise a été effectuée pour un prix de 3 600 000 $ lequel montant, avec les intérêts composés annuellement au taux d'intérêt bancaire préférentiel quotidien en vigueur à compter du 30 juillet 1981 formera une somme totale de 10 650 000$ à la date d'échéance, la Société estime que la substance des conventions intervenues est de lui permettre de recouvrer à long terme mais sans rendement l'aide accordée à cette entreprise et en conséquence, elle considère que de façon ultime elle n'aura réalisé aucun profit ni subi aucune perte à la suite de ce recouvrement.

Cette créance de 10 650 000$ inscrite à sa valeur globale de recouvrement et garantie par une banque à charte canadienne est encaissable à une date qui dépend du taux auquel s'accumuleront les intérêts et qui se situera entre 1987 et 1989.

La valeur actualisée, de cette créance s'établit à 4 040 137$ au 31 mars 1982, soit 3 600 000$ pour le prix de vente de 440 137$ pour les intérêts courus à cette date.

4. Dette à long terme

	1982	1981
	$	$
Obligations à taux variable série «A» échéant le 24 mars 1991 et portant intérêt au taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen de trois banques à charte moins 3/8 de 1%, payable semestriellement le 24 mars et le 24 septembre de chaque année (a) (c)	50 000 000	50 000 000
Obligations à taux variable série «B» échéant le 1er décembre 1986 et portant intérêt au taux annuel équivalent au taux préférentiel moyen de trois banques à charte moins 1/4 de 1%, payable semestriellement le 1er juin et le 1er décembre de chaque année (b) (c)	24 000 000	
Billets à payer		23 800 000
	74 000 000	**73 800 000**

(a) La Société peut, à son gré, racheter les obligations de ces émissions à leur valeur nominale le 24 septembre 1982 ou à toute date de paiement d'intérêt par la suite, sur avis d'au moins 30 jours, pourvu que tout tel rachat soit fait proportionnellement entre les détenteurs des obligations et pour une valeur nominale globale de 5 millions $ ou tout multiple de ce montant.

(b) La Société peut, à son gré, racheter les obligations de ces émissions à leur valeur nominale le 1er décembre 1982 ou à toute date de paiement d'intérêt par la suite, sur avis d'au moins 30 jours, pourvu que tout tel rachat soit fait proportionnellement entre les détenteurs des obligations et pour une valeur nominale globale de 2,4 millions $ ou tout multiple de ce montant.

(c) Le gouvernement du Québec garantit le paiement du capital et des intérêts de ces obligations à leurs détenteurs.

5. Dotation du gouvernement du Québec

Le ministre des Finances est autorisé à payer à la Société sur le fonds consolidé du revenu une somme de cent millions de dollars pour la constitution d'une dotation. Au 31 mars 1982, le montant versé à ce titre est de 32 944 115$.

6. Contribution du gouvernement du Québec à différentes formes d'aide

	1982	1981
	$	$
Prise en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises	44 877 206	36 664 436
Exonérations de remboursement de prêts	260 000	82 500
Exécution d'une garantie de remboursement d'emprunt	12 694	69 000
	45 149 900	**36 815 936**

7. Intérêts sur dette à long terme

	1982	1981
	$	$
Intérêts sur avances du gouvernement du Québec		6 404 841
Intérêts sur obligations	10 651 105	190 411
Amortissement des frais d'émission d'obligations	27 060	10 000
Intérêts sur billets à payer	3 004 272	1 529 037
	13 682 437	8 134 289
Contribution du gouvernement du Québec aux intérêts	4 895 951	81 473
	8 786 486	**8 052 816**

En 1981, le gouvernement du Québec a demandé le remboursement par anticipation des avances qu'il avait consenties à la Société au montant de 57,8 millions $. D'autre part, il s'est engagé à défrayer la différence entre le coût du financement nécessaire au remboursement de ces avances et celui que la Société aurait supporté si les avances avaient été remboursées à échéance. Les avances ainsi remboursées au ministre des Finances devenaient à échéance du 1er mai 1982 au 1er août 1984, par tranches différentes variant de 4 millions $ à 22 millions $, à des taux d'intérêt allant de 9 1/4% à 10 1/2% l'an.

8. Engagements et passifs éventuels

- Les montants autorisés et non déboursés au 31 mars 1982 sur les prêts sont de 7 389 233$ (31 mars 1981: 14 756 633$) et au titre de la participation au capital-actions d'entreprises, de 520 710$ (31 mars 1981: 3 649 510$).
- Selon des conditions posées par la Société, des exonérations de remboursement pour un montant d'environ 1 776 900$ sont anticipés sur les prêts consentis au 31 mars 1982 (31 mars 1981: 888 300$). Les montants ainsi exonérés par la Société lui seront remboursés par le gouvernement du Québec dans le cadre des crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale.
- Les engagements relatifs à la prise en charge d'une partie du coût des emprunts contractés par des entreprises s'élèvent à 285 153 900$ au 31 mars 1982 (31 mars 1981: 254 149 700$). Les paiements effectués en vertu de ces engagements seront remboursés à la Société par le gouvernement du Québec dans le cadre des crédits votés annuellement à cette fin par l'Assemblée nationale.
- Les emprunts contractés par des entreprises à l'égard desquels la Société a accordé une garantie s'élèvent à 11 130 924$ (31 mars 1981: 9 784 705$). Les garanties accordées en vertu d'autres lois que la loi constitutive de la Société et pour lesquelles la S.D.I. n'encourera aucun frais, le gouvernement assumant les pertes éventuelles, s'élèvent à 5 019 100$ (31 mars 1981: 426 450$).

Les statistiques

Aides autorisées selon les différents programmes
Du 1er avril 1981 au 31 mars 1982

	Subventions		Financement								Total des aides autorisées	
	Prises en charge		Prêts		Garanties de prêt		Acquisitions d'actions		Sous-total du financement			
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Technologie Moderne	222	67 950 400$									222	67 950 400$
Regroupement	35	5 374 075									35	5 374 075
Entreprises dynamiques	176	16 444 990									176	16 444 990
Exportations	162	15 657 435	12	2 057 000	2	480 000			14	2 537 000	176	18 194 435
Financement			41	8 897 300	6	4 852 000	7	4 011 300	54	17 760 600	54	17 760 600
Crédit touristique	59	2 954 950	10	1 062 000	1	820 000	—	—	11	1 882 000	70	4 836 950
Total cumulatif de la période	**654**	**108 381 850$**	**63**	**12 016 300$**	**9**	**6 152 000$**	**7**	**4 011 300$**	**79**	**22 179 600$**	**733**	**130 561 450$**
Total cumulatif pour la même période l'an dernier	**565**	**116 624 566$**	**96**	**23 163 600$**	**15**	**23 270 000$**	**10**	**5 744 600$**	**121**	**52 178 200$**	**686**	**168 802 766$**

Tableaux comparatifs des aides autorisées selon les formes d'aide

	1981-1982		1980-1981		1979-1980		1978-1979		1977-1978	
	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Financement	79	22 179 600$	121	52 178 200$	208	46 675 850$	262	43 676 595$	160	161 505 001$
Subventions	654	108 381 850	565	116 624 566	446	96 466 570	236	50 631 265	188	41 095 840
Total des aides	**733**	**130 561 450$**	**686**	**168 802 766$**	**654**	**143 142 420$**	**498**	**94 307 860$**	**348**	**202 600 841$** *
Total des entreprises aidées	**688**	**130 561 450$**	**607**	**168 802 766$**	**583**	**143 142 420$**	**425**	**94 307 860$**	**291**	**202 600 841$** *

* Ce montant inclut une somme de 110$ millions U.S. concernant une intervention pour raison d'état.

Aides et montants autorisés selon les groupes d'industries

Du 1er avril 1981 au 31 mars 1982

	Financement		Subventions		Total	
	Nombre	**Montant**	**Nombre**	**Montant**	**Nombre**	**Montant**
Aliments et boissons	4	295 000$	41	10 026 400$	45	10 321 400$
Tabac						
Caoutchouc	3	418 000	30	3 723 600	33	4 141 600
Cuir			10	855 350	10	855 350
Textile	2	2 580 000	21	4 346 500	23	6 926 500
Bonneterie	1	125 000	1	599 000	2	724 000
Vêtement	2	155 000	14	1 418 105	16	1 573 105
Produits du bois	11	4 525 000	61	9 762 150	72	14 287 150
Meubles et articles d'ameublement	5	611 300	34	2 710 130	39	3 321 430
Papier et produits connexes	2	360 000	24	3 420 240	26	3 780 240
Imprimerie			28	2 287 250	28	2 287 250
Métaux			11	1 933 800	11	1 933 800
Produits métalliques	5	602 000	80	9 439 900	85	10 041 900
Machinerie	14	3 252 300	73	9 271 500	87	12 523 800
Matériel de transport	6	1 532 000	32	17 324 725	38	18 856 725
Appareils et matériel électrique	4	767 000	29	10 937 800	33	11 704 800
Produits minéraux non métalliques	2	2 965 000	22	4 385 200	24	7 350 200
Dérivés du pétrole			2	39 800	2	39 800
Produits chimiques			36	9 081 060	36	9 081 060
Industries manufacturières diverses	6	2 010 000	33	2 599 590	39	4 609 590
Mine non métallique (sauf mine de charbon)						
Autres transports	1	76 000	1	194 000	2	270 000
Commerce	1	100 000	11	1 105 800	12	1 205 800
Divertissements et loisirs	2	216 000	6	414 200	8	630 200
Hébergement et restauration	8	1 590 000	52	2 346 750	60	3 936 750
Services divers			2	159 000	2	159 000
	79	**22 179 600$**	**654**	**108 381 850$**	**733**	**130 561 450$**

Aides et montants autorisés selon les différentes régions et sous-régions

Du 1er avril 1981 au 31 mars 1982

		Financement		Subventions		Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Bas-St-Laurent	: Bas-St-Laurent	5	1 020 000$	4	184 600$	9	1 204 600$
	: Gaspé	1	400 000	3	309 000	4	709 000
	: Bonaventure	1	76 000	2	216 200	3	292 200
	: Ste-Anne des Monts			2	140 900	2	140 900
	Sous-total	**7**	**1 496 000$**	**11**	**850 700$**	**18**	**2 346 700$**
Saguenay	: Chicoutimi	2	422 000$	20	2 770 350$	22	3 192 350$
	: Roberval			2	112 000	2	112 000
	Sous-total	**2**	**422 000$**	**22**	**2 882 350$**	**24**	**3 304 350$**
Québec	: Rivière-du-Loup	1	26 000$	5	287 200$	6	313 200$
	: Québec	10	2 817 000	75	8 416 150	85	11 233 150
	: La Chaudière	1	400 000	26	2 428 950	27	2 828 950
	Sous-total	**12**	**3 243 000$**	**106**	**11 132 300$**	**118**	**14 375 300$**
Côte-Nord	: Mingan			1	75 000$	1	75 000$
	: Saguenay			1	255 000	1	255 000
	Sous-total			**2**	**330 000$**	**2**	**330 000$**
Trois-Rivières	: Bois-Francs	1	50 000$	36	2 077 700$	37	2 127 700$
	: Mauricie	2	2 968 000	25	4 475 515	27	7 443 515
	Sous-total	**3**	**3 018 000$**	**61**	**6 553 215$**	**64**	**9 571 215$**
Estrie	: Estrie	1	250 000$	40	9 228 000$	41	9 478 000$
	Sous-total	**1**	**250 000$**	**40**	**9 228 000$**	**41**	**9 478 000$**
Montréal	: St-Hyacinthe	3	870 000$	18	4 261 200$	21	5 131 200$
	: Montréal-Métro	29	4 391 300	289	47 320 385	318	51 711 685
	: Terrebonne	5	487 000	23	2 521 350	28	3 008 350
	: Joliette	3	375 000	13	6 639 450	16	7 014 450
	: Granby	8	3 657 300	24	4 543 200	32	8 200 500
	: Beauharnois			4	374 900	4	374 900
	: Richelieu	1	165 000	3	107 000	4	272 000
	: St-Jean			15	869 200	15	869 200
	Sous-total	**49**	**9 945 600$**	**389**	**66 636 685$**	**438**	**76 582 285$**
Outaouais	: Hull	2	925 000$	7	3 445 800$	9	4 370 800$
	: Labelle	1	30 000	2	19 900	3	49 900
	Sous-total	**3**	**955 000$**	**9**	**3 465 700$**	**12**	**4 420 700$**

Aides et montants autorisés selon les différentes régions et sous-régions

Du 1er avril 1981 au 31 mars 1982 (suite)

		Financement		Subventions		Total	
		Nombre	Montant	Nombre	Montant	Nombre	Montant
Abitibi-Témiscamingue	: Rouyn-Noranda	2	2 850 000$	8	6 504 100$	10	9 354 100$
	: Abitibi			6	798 800	6	798 800
	Sous-total	**2**	**2 850 000$**	**14**	**7 302 900$**	**16**	**10 152 900$**
	Total	**79**	**22 179 600$**	**654**	**108 381 850$**	**733**	**130 561 450$**

Tableau synthèse des aides autorisées et déboursées

	Autorisations[1]				Déboursés[2]	
	1981-1982		1980-1981		1981-1982	1980-1981
	Nombre	Montant	Nombre	Montant		
Prêts	63	12 016 300$	96	23 163 600$	12 967 189$	26 432 390$
Subventions	654	107 119 950	565	116 344 566	45 137 206	36 746 936
Participation au capital-actions	7	4 011 300	10	5 744 600	4 765 100	2 337 600
Garanties de prêts et autres	9	7 413 900	15	23 550 000	70 231	369 000
Total des aides	**733**	**130 561 450$**	**686**	**168 802 766$**	**62 939 726$**	**65 803 426$**
Entreprises aidées	**688**	**130 561 450$**	**607**	**168 802 766$**		

(1) Les subventions autorisées au cours d'une année sont ensuite déboursées sur une période maximum de 5 ans.
(2) La majorité des déboursés fait suite à des autorisations accordées au cours d'années antérieures.

Bureaux de la S.D.I.

Montréal

Édifice Tour de la Bourse
C.P. 276
Bureau 4205
Montréal H4Z 1E8
Tél.: (514) 873-4375

Québec

1126, chemin St-Louis
Bureau 700
Québec G1S 1E5
Tél.: (418) 643-5172

Sherbrooke

740, Galt ouest
Bureau 303
Sherbrooke J1H 1Z3
Tél.: (819) 565-1224

Victoriaville

Édifice Provincial
62, St-Jean Baptiste
Victoriaville G6P 4E3
Tél.: (819) 752-4521-22

Jonquière

M.I.C. Centre administratif
4e étage
Boul. Harvey
Jonquière G7X 8L6
Tél.: (418) 547-9771

Trois-Rivières

100, rue Laviolette
3e étage
Trois-Rivières G9A 5S9
Tél.: (819) 379-3012

Rimouski

337, rue Moreault
Rimouski G5L 1P4
Tél.: (418) 722-3582